



## Noyade dans l'hypocrisie: guerre au delà des frontières et austérité en-deçà

Par [Dr. Paul Craig Roberts](#)

Mondialisation.ca, 27 janvier 2012

27 janvier 2012

Région : [États-Unis](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Loi et Justice](#), [Services de renseignements](#)

Analyses: [L'IRAN](#)

*Le gouvernement américain est si prétentieux qu'il est devenu une caricature d'hypocrisie. Leon Panetta, un ancien membre du congrès qu'Obama a nommé directeur de la CIA et maintenant chef du Pentagone, vient juste de dire aux marins à bord du porte-avions USS Enterprise, que les Etats-Unis maintiennent une flotte de 11 porte-avions afin de projeter une puissance maritime contre l'Iran et de convaincre l'Iran que "cela est mieux pour eux d'essayer de négocier avec nous par la diplomatie" ( "[it's better for them to try to deal with us through diplomacy.](#)" )*

S'il faut 11 porte-avions pour gérer l'Iran, combien Panetta projette t'il d'en avoir pour contrer la Russie et la Chine ? Mais pour en venir au point plus important, l'Iran a essayé de "négocier au moyen de la diplomatie". La réponse de Washington n'a été que menaces de guerre et d'attaques militaires, accusations infondées et irresponsables que l'Iran essaie de construire une arme nucléaire, sanctions et embargo pétrolier. Les accusations de Washington font écho à celles d'Israël et sont en contradictions avec ses propres agences de renseignement et l'Agence Internationale pour l'Energie Atomique (AIEA). Pourquoi Washington ne répond-elle pas à l'Iran de manière civilisée, avec diplomatie ? Réellement, lequel de ces deux pays est la plus grande menace pour la paix ?

Washington envoie le FBI fouiller les maisons d'activistes pacifistes et met au travail un grand jury pour créer un cas légal contre eux pour avoir aidé un ennemi nébuleux en protestant contre les guerres de Washington. Le département de la sécurité de la patrie (NdT: le fameux DHS, la stasi, securitate de l'empire du goulag levant) lâche ses cerbères pour brutaliser les manifestants pacifiques du mouvement d'occupation de Wall Street. Washington fabrique une procédure légale contre Bradley Manning, Julian Assange et Tarek Mehanna, qui annihile le premier amendement de la constitution en mettant au même niveau la liberté de parole avec le terrorisme et l'espionnage. Le maire de Chicago et ancien chef du personnel de la Maison Blanche d'Obama, Rahm Israel Emmanuel, pousse une ordonnance qui interdit et rend illégal les manifestations publiques dans la ville de Chicago; et la liste continue. Au milieu de tout cela, la ministre des affaires étrangères Hillary Clinton et d'autres hypocrites de Washington accusent la Russie et la Chine de museler la dissidence.

L'hypocrisie grotesque de Washington passe inaperçue dans les "médias" ainsi que dans les débats pour la candidature républicaine à la présidence. Le ministère de la Justice corrompu

d'Obama fait semblant de ne rien voir quand les brutaux cerbères de la fonction policière commettent des violences gratuites contre des citoyens qui paient les salaires immérités de ces sauvages.

Mais c'est dans le domaine des crimes de guerre que Washington montre la pire des hypocrisies. Les bigots suffisants et prétentieux de Washington continuent de toujours rassembler les chefs des états faibles, dont les pays étaient affligés par des guerres civiles et les envoient se faire juger comme criminels de guerre. Dans le même temps, Washington massacre impunément et de manière indiscriminée un grand nombre de civils dans six ou plus pays, se déchargeant de ses propres crimes de guerre comme étant des "dégâts collatéraux". Washington viole sa propre loi et la loi internationale en torturant des gens.

Le 13 Janvier 2012, Carol Rosenberg du journal McClatchy rapporta que le juge espagnol Pablo Rafael Ruz Gutierrez a relancé l'enquête sur le programme de torture de Washington sur les prisonniers de Guantanamo Bay. Le jour d'avant, les autorités britanniques ouvraient une enquête sur les personnes kidnappées et rendues à la CIA en Libye pour torture.

<http://www.kansascity.com/2012/01/13/3369419/spanish-judge-reopens-guantanamo.html>

Rosenberg rapporte que bien que le régime Obama ait refusé d'enquêter sur les crimes évidents du régime Bush, et on pourrait même ajouter sur ses propres crimes, "d'autres pays sont toujours intéressés de déterminer si les pratiques anti-terreur de l'ère Bush ont violé la loi internationale."

Il n'y a aucun doute sur le fait que Bush / Cheney / Obama ont laminé la constitution des Etats-Unis d'Amérique, la loi statutaire américaine et la loi internationale. Mais Washington ayant mis à bas la justice, a décidé que la puissance est le droit. Aucun gouvernement étranger n'enverra ses forces aux Etats-Unis pour aller chercher de force les criminels de guerre et les placer devant une cour de justice.

La cour contre les crimes de guerre de La Hague est réservée pour la parodie de justice de Washington. Aucun gouvernement ne paiera Washington plusieurs centaines de millions de dollars pour qu'elle leur remette Bush, Cheney, Obama et leurs mignons de la façon dont les Etats-Unis ont acheté Milosevic à la Serbie afin de créer le spectacle nécessaire d'un tribunal pour crimes de guerre afin de justifier l'agression ouverte de Washington sur la Serbie.

Aucun gouvernement ne peut-être parfait, parce que tous les gouvernements sont composés d'humains, spécifiquement ces humains les plus attirés par le pouvoir et l'argent. Quoi qu'il en soit, au cours de ma vie, j'ai assisté à une dégradation extraordinaire de l'intégrité du gouvernement des Etats-Unis. Nous avons atteint le point où nous ne pouvons plus croire en rien de ce que nous dit le gouvernement. Pas même les statistiques sur le chômage, le taux d'inflation, la croissance du PIB, et encore moins ses raisons pour faire ses guerres, son état policier et ses politiques étrangère et intérieure.

Washington a maintenu l'Amérique en guerre pendant plus de 10 ans tandis que les Américains perdaient leurs emplois et leurs maisons. La guerre et une économie chancelante ont fait exploser la dette nationale et une banqueroute larvée est mise sur le dos de la sécurité sociale et du Medicare.

La poursuite de la guerre continue. Le 23 Janvier, les états membres de l'UE, marionnettes serviles de Washington, ont accepté le désir de Washington et imposé un embargo sur le

pétrole iranien, malgré les plaidoyers de la Grèce, un membre de l'UE. La ruine finale de la Grèce viendra donc des prix plus élevés du pétrole dûs à l'embargo, comme le gouvernement grec le comprend.

L'embargo est un acte dangereux. Si la marine états-unienne essaie d'intercepter un pétrolier transportant du pétrole iranien, une guerre à grande échelle pourrait s'en suivre. Ceci, comme beaucoup le pensent, est le but de Washington.

Il est très facile pour un embargo de devenir un blocus, ce qui constitue un acte de guerre. Rappelons-nous comment la "zone d'exclusion aérienne" décidée au dessus de la Libye par le conseil de sécurité de l'ONU fut facilement transformée par les Etats-Unis et ses marionnettes de l'OTAN en une attaque militaire sur la Libye et ses forces armées et les centres de population qui soutenaient Kadhafi.

Alors que les "démocraties" occidentales deviennent de plus en plus hors la loi, le masque légal que porte l'impérialisme se déchire et avec lui le film ténu de moralité qui a été utilisé pour masquer les ambitions hégémoniques. Avec l'Iran encerclé et avec deux des flottes américaines dans le golfe persique, une autre guerre d'agression semble inévitable.

Les experts disent qu'une attaque sur l'Iran par les Etats-Unis et l'OTAN interrompra le ravitaillement de pétrole dont le monde a besoin. La motivation folle pour une hégémonie est si forte, que les Etats-Unis et ses marionnettes ne montrent aucune hésitation à mettre leurs propres économies déjà chancelantes à encore plus haut risque en augmentant les coûts énergétiques.

La guerre à l'étranger et l'austérité à la maison voilà la politique qui est imposée aux "démocraties" occidentales.

Article original en anglais : [Drowning In Hypocrisy: War Abroad, Austerity at Home](#), publié le 25 janvier 2012.

Traduction : [Résistance 71](#)

*Dr. Paul Craig Roberts économiste, il était l'assistant secrétaire au trésor de l'administration Reagan (secrétaire d'état aux finances chez nous), éditeur associé au Wall Street Journal, Senior Research Fellow de la Hoover Institution, Stanford University, il tint la chaire William E. Simon Chair de Politique Economique, Center for Strategic and International Studies, Georgetown University. Il est l'auteur et le co-auteur de neuf livres et a témoigné devant des commissions d'enquête du congrès américain en trente différentes occasions.*

La source originale de cet article est Mondialisation.ca  
Copyright © [Dr. Paul Craig Roberts](#), Mondialisation.ca, 2012

Articles Par : [Dr. Paul Craig Roberts](#)

A propos :

Paul Craig Roberts, former Assistant Secretary of the

US Treasury and Associate Editor of the Wall Street Journal, has held numerous university appointments. He is a frequent contributor to Global Research. Dr. Roberts can be reached at <http://paulcraigroberts.org>

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)